

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes
Dagegen

106 Stimmen
4 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

Schluss der Sitzung um 13 Uhr

La séance est levée à 13 heures

Vierte Sitzung – Quatrième séance

Donnerstag, 30. November 1978, Vormittag

Jeudi 30 novembre 1978, matin

8.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Generali

78.019

Bundesfinanzreform 1978**Réforme des finances fédérales 1978**

Siehe Seite 1249 hiervor — Voir page 1249 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 24. Oktober 1978

Décision du Conseil des Etats du 24 octobre 1978

Differenzen – Divergences

M. Richter, rapporteur: Votre commission s'est réunie en séance le 20 novembre dernier pour examiner l'état des divergences ensuite des débats qui se sont déroulés tant dans cette salle qu'au Conseil des Etats.

Je crois qu'il n'est pas nécessaire de rouvrir un débat général. Le dépliant renseigne chacun, au fait d'ailleurs des divergences qui subsistent. Nous constatons simplement qu'après deux séances, où les délibérations ont duré deux heures dix minutes, la commission des finances a tranché sur les différents points en suspens et s'est alignée, dans la majorité des cas, sur les dernières conclusions du Conseil des Etats. Il subsiste à l'arrêté A quelques divergences, elles vous sont connues. L'arrêté B est réglé. L'arrêté C subsisterait. L'arrêté D serait liquidé.

Je pense que c'est au fur et à mesure de l'examen de ces différents points que nous aurons à intervenir au nom de la commission pour expliciter les décisions de cette dernière.

Toutefois, au début des débats de la commission, nous avons procédé à un tour d'horizon des positions respectives et ce fut l'occasion pour le chef du Département des finances de nous rappeler, au début des discussions, la position du Conseil fédéral.

Eisenring, Berichterstatter: Im Sinne einer kurzen Vorbemerkung und Präzisierung – auch zuhanden der Öffentlichkeit – folgendes: Es ist immer die Rede von einem «Finanzpaket». Es gibt Leute, die glauben, das Finanzpaket bestehe aus den vier Vorlagen A, B, C und D. Das trifft nicht zu. Zum «Finanzpaket» im eigentlichen Sinn, wie wir es verstehen, gehören der Beschluss A, der obligatorisch referendumpflichtig sein wird, und der Beschluss B, der dem fakultativen Referendum unterstellt ist. Die zwei Beschlüsse C und D – also Vignette und Schwerverkehr – bilden eine Sache für sich. Diese Präzisierung ist notwendig, um endlich einmal Klarheit darüber zu schaffen, was wir unter dem «Finanzpaket» zu verstehen haben.

Eine generelle Bemerkung zum Differenzbereinigungsverfahren: Das Differenzbereinigungsverfahren kann sich nur auf die Fragen beziehen, wo zwischen Nationalrat und Ständerat oder zwischen Ständerat und Nationalrat überhaupt noch Differenzen bestehen. Das wird massgeblich sein zum Beispiel für die Beurteilung des von der sozialdemokratischen Fraktion eingereichten Antrages zum Beschluss B (Verrechnungssteuer), denn beim Verrechnungssteuerbeschluss bestehen zwischen den beiden Räten überhaupt keine Differenzen mehr. Im übrigen sind die

Differenzen generell eher klein zu werten; das zeigte sich auch, als die Differenzbereinigungssitzung sich innert kürzester Zeit abwickeln liess. Ich bitte Sie daher, sich auf die Differenzen zu beschränken und keine weiteren Probleme, die auch ausserhalb der Gesetzgebung liegen würden, aufzuwerfen.

M. Muret: C'est un simple rappel que le groupe du Parti du travail et du Parti socialiste autonome m'a chargé de faire à l'occasion de ce quatrième acte – si l'on compte bien – de la comédie qui se joue depuis près d'un an sur le thème de la TVA réchauffée et du paquet financier no 2. Car il s'agit bel et bien d'une comédie, celle qu'il y a deux mois nous étions seuls encore à dénoncer en parlant de marchandage politique en pleine atmosphère de concurrence électorale et qui, depuis lors, n'a pas cessé de se vérifier dans les faits.

D'ores et déjà, en effet, il n'est aujourd'hui plus question de fixer au 18 février prochain la date de la votation populaire sur le régime financier à laquelle on feignait encore de croire. Le ralliement de la commission des finances, à l'exception de six divergences d'ordre secondaire, aux positions du Conseil des Etats si bien renversées cependant en septembre, vient maintenant poser assez de problèmes brûlants pour qu'il y ait toutes les chances que le peuple ne soit pas appelé du tout à se prononcer avant les élections nationales sur la réforme des finances fédérales.

Et cela au grand soulagement des quatre partis gouvernementaux qui auraient ainsi, selon l'expression consacrée, amusé le tapis pendant plus de deux années à compter du 12 juin 1977. Ils pourraient en effet, au cours d'une campagne électorale simplifiée, se borner à se renvoyer les uns aux autres la balle des responsabilités pour continuer ensuite, le scrutin clos, à se partager sereinement le pouvoir.

Face à ce spectacle à épisodes où le bon peuple est à la fois ébloui et mystifié par l'adresse des illusionnistes qui occupent la scène, nous n'avons, pour notre part, rien à changer à notre position de toujours. Cette position que nous avons précisée, une fois de plus, lors de la dernière session se situe hors de toutes combinaisons de coulisse et n'est pas dictée par la proximité ou par l'éloignement d'une période d'élections.

Nous rejetons les 750 ou les 800 millions supplémentaires de TVA que la commission des finances nous recommandait aujourd'hui d'accepter en revenant au taux de 8 pour cent et qui seront à la charge de la grande masse de la population. Mais en même temps nous refusons et le projet du Conseil fédéral et celui du Conseil des Etats et celui du Conseil national adopté en septembre. Il est significatif de noter par exemple – et ce n'est qu'un exemple parmi d'autres – que ces trois projets se sont pleinement accordés, dès le début, au moins sur deux points révélateurs. D'une part, ils limitent tous trois à cinq petits millions en tout et pour tout, la seule contribution nouvelle exigée des sociétés de capitaux et autres, alors que le capital nominal des 101 000 sociétés anonymes du pays dépasse confortablement, à lui seul, les 61 milliards. Et, d'autre part, tous trois abaissent du même coup à 15 000 francs au lieu des 18 000 du paquet financier no 1 le niveau du revenu exonéré d'impôt fédéral direct des plus petits contribuables. Il y a là tout un symbole, un de plus, de l'orientation même que nous combattons.

Ce que nous voulons, il faut le répéter, c'est une autre politique financière de la Confédération, ce sont d'autres solutions que celles qui consistent éternellement à faire payer le monde du travail pour mieux épargner les privilèges de la finance et du grand capital. Ce que nous voulons, c'est un changement de structure de cette politique. Ce que nous voulons, ce sont des mesures prises enfin, s'il le faut et il le faudra nécessairement, inévitablement, en marge du tabou d'une économie de marché dépassée, des mesures contre la spéculation monétaire et autres, des mesures contre la fraude fiscale qui continue

à sévir par dizaines de milliards, des mesures enfin et surtout destinées à faire face aux problèmes essentiels, dont la solution est chaque jour plus urgente, de la défense de l'emploi et de la lutte contre le chômage.

Nous allons donc voter pour les solutions les moins pesantes pour le peuple mais tout en maintenant, d'ores et déjà, notre opposition de fond et de principe, à un projet qui se fonde, quelles que soient ses variantes, sur une politique foncièrement et inadmissible antisociale.

Ordnungsantrag der sozialdemokratischen Fraktion

Der Nationalrat zieht die vom Bundesrat am 6. Oktober 1978 der erweiterten Finanzkommission des Ständerates unterbreiteten Anträge in Diskussion und beschliesst darüber.

Diese Anträge lauten wie folgt:

Beschluss B:

Steuerliche Erfassung der Zinsen von Treuhandguthaben – Bundesgesetz über die Verrechnungssteuer

Art. 4 Abs. 1 Bst. e (neu)

¹ Gegenstand der Verrechnungssteuer auf dem Ertrag beweglichen Kapitalvermögens sind die Zinsen, Renten, Gewinnanteile und sonstige Erträge:

e. der Treuhandguthaben bei inländischen Banken und Sparkassen, wenn das Treugut im Ausland oder bei Inländern, die nicht Banken oder Sparkassen sind, angelegt ist.

Art. 9 Abs. 2

² Als Bank oder Sparkasse gilt:

a. wer sich öffentlich ..., deren Ertrag der Verrechnungssteuer unterliegt;

b. wer fortgesetzt treuhänderische Gelder zur verzinslichen Anlage entgegennimmt und diese Gelder nicht bei einer inländischen Bank oder Sparkasse anlegt.

Art. 13 Abs. 1 Bst. a

¹ Die Steuer beträgt:

a. auf Kapitalerträgen und Lotteriegewinnen:

– für Zinsen von Treuhandguthaben im Sinne von Artikel 4 Absatz 1 Buchstabe e: 5 Prozent der steuerbaren Leistung;

– in allen andern Fällen: 35 Prozent der steuerbaren Leistung;

Art. 16 Abs. 1 Bst. a

¹ Die Steuer wird fällig:

a. auf Zinsen von Kassenobligationen, Kunden- und Treuhandguthaben bei inländischen Banken oder Sparkassen ...

Motion d'ordre du groupe socialiste

Le Conseil national met en discussion et prend ses décisions quant aux propositions adressées le 6 octobre 1978 par le Conseil fédéral à la commission des finances élargie du Conseil des Etats.

Ces propositions ont la teneur suivante:

Arrêté B:

Imposition des intérêts d'avoirs fiduciaires – Loi fédérale sur l'impôt anticipé

Art. 4 1er al. let. e (nouveau)

¹ L'impôt anticipé sur les revenus de capitaux mobiliers a pour objet les intérêts, rentes, participations aux bénéfices et tous autres rendements:

e. Des avoirs fiduciaires auprès de banques et de caisses d'épargne suisses, si le bien fiduciaire est placé à l'étranger ou après de personnes domiciliées en Suisse qui ne sont ni des banques ni des caisses d'épargne.

Art. 9 2e al.

² L'expression «banque ou caisse d'épargne» s'applique:

- a. A quiconque s'offre publiquement... dont le rendement est soumis à l'impôt anticipé;
- b. A quiconque accepte fiduciairement et de façon constante des fonds pour les placer contre intérêt, si ces fonds ne sont pas placés auprès d'une banque ou d'une caisse d'épargne suisse.

Art. 13 1er al. let. a

¹ L'impôt anticipé s'élève:

- a. Pour les revenus de capitaux mobiliers et les gains faits dans les loteries:
 - sur les intérêts d'avoirs fiduciaires au sens de l'article 4, 1er alinéa, lettre e: à 5 pour cent de la prestation imposable;
 - dans tous les autres cas: à 35 pour cent de la prestation imposable;

Art. 16 1er al. let. a

¹ L'impôt anticipé échoit:

- a. Sur les intérêts des obligations de caisse, des avoirs de clients et des avoirs fiduciaires auprès de banques et de caisses d'épargne suisses...

M. Riesen-Fribourg: En déposant la motion d'ordre que j'ai l'honneur de développer maintenant, le groupe socialiste ne voudrait pas, comme certains feignent de la croire, recourir aux artifices de la procédure. Bien au contraire.

Nous faisons un geste de conciliation pour essayer de sortir de l'ornière ce projet de réforme des finances fédérales. Nous tentons tout simplement et loyalement de rétablir des possibilités de dialogue au niveau des groupes et particulièrement des groupes représentés au Conseil fédéral. Je vous rappelle que le groupe socialiste n'a jamais refusé à la Confédération les moyens financiers lui permettant d'assumer ses responsabilités et d'accomplir les tâches que le Parlement et le peuple lui ont confiées. Au contraire, toute notre attitude démontre à quel point les parlementaires socialistes et l'électorat potentiel socialiste furent depuis toujours les fidèles défenseurs des finances saines. Et avoir des finances saines, je me dois de le répéter encore une fois, cela veut dire, premièrement, que la masse financière à disposition doit permettre à l'Etat de vivre et de respirer dans la décence, c'est-à-dire ni dans la pauvreté, ni dans le luxe. Cette première condition implique une autre: cette masse financière doit être prélevée équitablement; toutes les couches populaires, professionnelles et économiques doivent y contribuer en fonction de leur capacité financière effective. Il ne doit y avoir ni inégalité, ni disparité qui aurait pour conséquence que les uns soient épargnés ou plus touchés que les autres.

A nos yeux, ces principes, dans leur évidente simplicité, ne peuvent pas être négligés; ils ne peuvent surtout pas l'être par le nouveau régime financier de la Confédération que nous tentons de mettre sur pied. Malheureusement, négligés ils le sont, et cela sur un point essentiel: le secteur bancaire. Ce secteur est la branche de notre économie qui a le plus profité de la hausse du cours du franc suisse et de l'afflux de capitaux étrangers qui en a été le corollaire. De plus, les banques ne furent aucunement touchées par la récession, contrairement aux entreprises de la branche de la construction, aux industries d'exportation et au tourisme. Les banques n'en seront pas autant assujetties à la TVA si le projet de réforme des finances fédérales est accepté et il y a là une différence de traitement choquante.

Nous ne prétendons pas qu'il faille soumettre les banques à la TVA. En revanche, nous demandons que les banques soient appelées à faire un modeste effort dans le cadre global du nouveau régime financier. Cette conviction fut la nôtre dès le début de la discussion relative à ce paquet fiscal et l'idée a fait son chemin, au point qu'elle a été

entre temps reprise par le gouvernement de la Confédération, c'est-à-dire par le Conseil fédéral dans sa collégialité. Par conséquent, notre motion d'ordre est fondée sur un fait nouveau, à savoir le fait que le principe de l'imposition des avoirs fiduciaires des banques a été repris par le gouvernement, qu'il est devenu une proposition du Conseil fédéral. Il s'agit donc bien d'une situation nouvelle.

Le Conseil national s'est prononcé négativement, je vous l'accorde, sur une proposition similaire, mais à la différence près qu'il s'agissait d'une proposition de M. Stich soutenue par le groupe socialiste, mais à aucun moment, le Conseil national n'a été appelé à se prononcer sur la proposition du Conseil fédéral visant à l'imposition des avoirs fiduciaires bancaires.

Ainsi, la discussion et les décisions que nous demandons par voie de motion d'ordre n'ont aucun rapport avec la procédure d'élimination des divergences qui existent entre les textes des deux Conseils.

Nous demandons aujourd'hui au Conseil fédéral d'agir dans le sens de la lettre qu'il a adressée aux membres de la commission élargie du Conseil des Etats dont je vous lis un extrait: «Après avoir examiné une fois encore le pour et le contre, nous concluons qu'il faut proposer aux Conseils le prélèvement d'un impôt anticipé de 5 pour cent sur les avoirs fiduciaires des banques et des caisses d'épargne.» Et pour dissiper toute équivoque, je me réfère au texte original en langue allemande de ladite lettre: «Wir sind zum Schluss gelangt, den Räten die Erhebung einer Verrechnungssteuer von 5 Prozent auf den Zinsen von Treuhandgeschäften vorzuschlagen.»

En disant dans sa lettre «aux conseils», le Conseil fédéral entendait marquer avec toute la précision voulue son intention de soumettre sa proposition aux deux conseils, au Conseil national et au Conseil des Etats, et non pas seulement à ce dernier; encore moins, comme on voudrait maintenant nous le faire croire, seulement à la commission des finances élargie du Conseil des Etats.

Cette proposition du Conseil fédéral s'adressait donc aux deux conseils, mais elle n'a jamais été soumise au Conseil national. Je vous le demande, le Conseil national peut-il, dans une affaire aussi importante que la réforme des finances fédérales, ne pas discuter une proposition émanant du Conseil fédéral, peut-il ignorer les intentions nouvelles du gouvernement? Non, Mesdames et Messieurs, il doit en délibérer, il doit se déterminer à son endroit.

J'en arrive aux conclusions.

1. Notre motion d'ordre est totalement indépendante de la procédure d'élimination des divergences.

2. Notre motion d'ordre a pour but de permettre au Conseil national de se déterminer à l'égard d'une proposition du Conseil fédéral qui ne lui a pas été soumise dans le cadre du débat sur l'arrêté B et qui, par conséquent, n'a jamais été discutée en tant que telle. (M. Richter: Et la proposition de M. Stich?) Non, Monsieur le président de la commission, je ne parle pas de la proposition de M. Stich, je parle de quelque chose de beaucoup plus élevé, de beaucoup plus magnifique, je parle de la proposition du Conseil fédéral. Mettez-vous bien cela dans la tête et n'essayez pas de créer une confusion avec la proposition Stich. J'ai une très grande estime pour son auteur, mais je ne peux quand même pas le comparer aux sept Sages du Conseil fédéral réunis dans un même paquet! J'en arrive à une troisième et dernière conclusion:

3. Du moment que le Conseil fédéral propose lui-même l'imposition des avoirs fiduciaires, les membres des groupes gouvernementaux se doivent de réexaminer leurs propositions, vu le changement intervenu au niveau du gouvernement.

Weber-Arbon: Das Drama der Klassik wird eingeteilt in fünf Akte, der dritte Akt wird als Knoten bezeichnet; hier wird alles verknüpft, kompliziert, zielt auf den Höhepunkt der Verstrickung. Nach dem Knoten beginnt dann die allmähliche Lösung.

Wenn ich unsere Bundesfinanzreform, Ausgabe 1978, mit einem solchen Drama vergleiche, könnte die Veröffentlichung der bundesrätlichen Botschaft vom März 1978 und die Behandlung im Ständerat in der ausserordentlichen Frühjahrsession als erster Akt bezeichnet werden. Der zweite Akt: die Behandlung durch unsern Rat im September. Der dritte Akt, gewissermassen der Knoten: die Differenzbehandlung zuerst im Ständerat und jetzt in unserem Rat. Der vierte Akt wäre dann die Schlussabstimmung und der fünfte der Entscheid des Souveräns.

Nach diesem Bild wären wir also jetzt im dritten Akt, mitten drin oder vielleicht am Ende desselben. Der Antrag Riesen darf und muss so aufgefasst werden, dass er einen nicht alltäglichen, vielleicht sogar aussergewöhnlichen Versuch darstellt, unseren Knoten zwar nicht gerade nach gordischem Muster zu durchschneiden, aber doch zu entflechten.

Ich befasse mich weniger mit der materiellen als mit der verfahrensrechtlichen Seite seines Ordnungsantrages. Die Ausgangslage in unserem Differenzbereinungsverfahren ist ja eigentlich in einem Punkt seltsam. Bei Abschnitt B unseres finanzrechtlichen Paketes hat unser Rat im September einen Antrag Stich betreffend Besteuerung der Treuhandguthaben bei Banken abgelehnt. Weil wir Zweitrat waren, bestand damit *formal* keine Differenz mehr. Trotzdem ist folgendes passiert: Der Bundesrat hat der ständerätlichen Kommission in einer Zuschrift vom 6. Oktober dieses Jahres eine Ergänzung des Verrechnungssteuergesetzes, also dieses Paketes B, unterbreitet und hat einen bestimmten Antrag gestellt, den Sie jetzt im Text des Ordnungsantrages Riesen wiederfinden. Er hat diesen Antrag, so wie ich das ständerätliche Protokoll des Plenums verstanden habe, auch im Plenum des Ständerates vertreten; der Ständerat hat diesen Antrag behandelt und abgelehnt. Ich möchte festhalten, dass der Ständerat nicht etwa aus politischer Courtoisie so gehandelt hat, sondern weil er verpflichtet war, zu diesem Antrag des Bundesrates Stellung zu nehmen. Warum? Weil der Bundesrat nicht nur kraft Gesetzes, sondern aufgrund einer Verfassungsnorm, nämlich aufgrund des Artikels 101, das Recht hat, jederzeit über einen in Beratung liegenden Gegenstand Anträge zu stellen. Dieses verfassungsmässig verankerte Recht ist derart umfassend, dass es zutreffend auch in einem Differenzbereinungsverfahren angewendet werden und zum Tragen kommen kann, auch wenn an und für sich zwischen den Räten keine Differenz mehr bestanden hat. Ich gratuliere dem Bundesrat und seinem Sprecher, Herrn Bundesrat Chevallaz, dass sie hier einmal ganz konkret von dem der Exekutive verfassungsmässig zustehenden Recht Gebrauch gemacht haben. Ich verbinde aber mit dieser Gratulation eine Bitte an den heutigen Vertreter des Bundesrates in unserem Rat, Herrn Bundesrat Chevallaz: Sagen Sie bitte, dass Sie auch heute, in dieser Stunde, von diesem Recht Gebrauch machen, damit auch unser Rat zu der von Ihnen präsentierten Ergänzung des Verrechnungssteuergesetzes Stellung nehmen kann. Herr Bundesrat Chevallaz, tun Sie bitte etwas Tapferes in dieser Stunde des Beginns der Entknüpfung des Knotens in diesem Bundesfinanz-Drama. Stellen Sie diesen Antrag, der im Ordnungsantrag Riesen enthalten ist, bestätigen Sie diesen Antrag als denjenigen des Bundesrates, und die Sache ist erfahrungsgemäss absolut klar. Damit wir zu dieser Materie noch Stellung nehmen können, brauchen Sie also nur zu sagen: Was hier im Antrag Riesen steht, ist der Antrag des Bundesrates. Ich bin überzeugt, Herr Riesen wird Ihnen dieses Erstgeburtsrecht ohne weiteres überlassen.

Wenn Sie das nicht tun sollten – was ich zwar nicht glaube, weil Sie den Bundesrat als Kollegialbehörde nicht desavouieren können und dürfen –, dann hätte ich allerdings die Meinung, dass die Verhältnisse so sind, dass auch aufgrund der Bestimmung des Artikels 16 Absatz 3 des Geschäftsverkehrsgesetzes von unserem Rat Rückkommen auf diese Materie beschlossen werden müsste, weil die Voraussetzungen dafür auch vorhanden sind. Ich

möchte in diesem Zusammenhang nur daran erinnern, dass wir bei der Verabschiedung des Paketes B – inspiriert von unserem parlamentarischen Oberschlaumeier Leo Weber – einen Postulatsentwurf der Kommission des Nationalrates gutgeheissen haben, in welchem der Bundesrat eingeladen wurde, die Frage, ob und wie dem Bankengesetz unterstellte Finanzgesellschaften zu zusätzlichen steuerlichen Leistungen an den Bund herangezogen werden können, weiterhin umfassend zu prüfen und – es kommt der entscheidende Satz – bis spätestens zur Wintersession 1978 Bericht zu erstatten und allenfalls Antrag für die nötigen rechtlichen Grundlagen zu stellen. Ich stelle fest, dass diese Wintersession begonnen hat, dass das erste Drittel bald vorbei ist und dass wir keinen solchen Bericht erhalten haben. Ich könnte mir also noch vorstellen, dass der Bundesrat mit dem Argument dieser Feststellung zu begegnen sucht, dass ja im Bericht an die ständerätliche Kommission seine Thesen enthalten waren. Dann ist das aber ein weiteres Argument dafür, dass er uns heute diese Materie und auch die Begründung dazu zu unterbreiten hat. So oder so werden wir uns mit dieser Materie beschäftigen müssen.

Ich bitte Sie, dem Antrag Riesen zuzustimmen.

Weber Leo: Das Thema ist ja nicht neu. Es ist behandelt worden, vom Nationalrat abschlägig und vom Ständerat seinerzeit – noch viel klarer und deutlicher – ebenfalls abschlägig. Ich frage mich deshalb, ob die These des verehrten Herrn Kollegen Rolf Weber, der sich auf Artikel 101 der Bundesverfassung beruft, in diesem Falle zutrifft. Dieser Artikel betrifft offenbar eher neue Themen, die vom Bundesrat aufgegriffen werden und nicht Altes, das bereits behandelt worden ist. Ich glaube aber, dass diese rechtliche Frage kaum entscheidend sein kann, um zu beurteilen, was mit diesem Ordnungsantrag geschehen soll.

Ich stelle fest, dass beide Räte beim Bundesrat ein Postulat eingereicht haben in dieser Frage, ein Postulat, das den Auftrag enthält, die Herbeiziehung der Banken zu zusätzlichen Leistungen nun noch einmal à fonds und vertieft zu studieren und auf die Wintersession hin Bericht zu erstatten. Wir haben seinerzeit die Meinung gehabt und auch den Auftrag so formuliert, dass dieser Bericht rechtzeitig – das heisst vor der Wintersession – in unserem Besitz sein müsse. Das ist leider nicht geschehen; ich muss das feststellen. Wir glauben aber zu wissen, dass der Bundesrat den Bericht im Laufe dieser Session erstatten wird. Ich würde es begrüßen, wenn Herr Bundesrat Chevallaz hier klar erklären würde, ob diese Vermutung stimmt oder ob sie nicht stimmt. Sobald dieser Bericht vorliegt, sind wir nach wie vor bereit, über diese Frage einer Bankenbesteuerung zu diskutieren. Das wird nun allerdings möglicherweise zur Folge haben, dass diese Bankenbesteuerung kein Bestandteil des Paketes unserer Bundesfinanzreform mehr sein kann, sondern dass sie getrennt zu behandeln ist und dann vielleicht auch erst in einem späteren Zeitpunkt verabschiedet werden kann. Ich glaube auch persönlich, dass die Frage der Bankenbesteuerung für die Haltung der SP zum Finanzpaket kaum massgebend sein wird. Wir haben seinerzeit Parteiengespräche geführt, und dort hat Herr Kollege Hubacher auf Anfrage hin klar erklärt – ich glaube nicht, dass wir ihn missverstanden haben –, dass die SP ausgestiegen sei und dass es dabei bleibe. Wenn nun heute eine andere Darstellung geboten wird, so ist sie nicht mehr ganz glaubwürdig. Wir müssen nach unserer Auffassung schon klarere Zeichen bekommen von seiten der SP, dass es ihr wirklich ernst ist in dieser ganzen Angelegenheit. Ich glaube, auf ein Katz- und Mausspiel in dieser Frage können wir uns nicht mehr einlassen.

Ordnungsantrag – Motion d'ordre

Eisenring, Berichterstatter: Wir wollen diese Konfusion nicht noch komplizieren machen. Ich beantrage Ihnen,

dass wir nun die Debatte darüber abbrechen und diese juristischen Spitzfindigkeiten klären.

Herr Weber hat einige Artikel, die angerufen werden müssen, erwähnt, aber es gibt noch andere, die hier auch relevant sind und die eher zur These führen, dass ein Rückkommen überhaupt nicht möglich ist. Aber das sollte in der Kommission bzw. in den Fraktionen geklärt werden. Ich beantrage Ihnen, hier die Beratung über den Beschluss B abzubrechen und A, C und D in Beratung zu ziehen.

Ich bitte den Präsidenten, darüber abstimmen zu lassen.

Bratschi: Wir Sozialdemokraten haben diesen Ordnungsantrag an die Spitze der ganzen Debatte stellen wollen, weil vieles vom Entscheid des Rates hierüber abhängt. Wenn man das nun zurückstellt, dann verunmöglichen Sie uns praktisch, unter gewissen Prämissen zu handeln.

Vor allen Dingen sind die juristischen Ausführungen, die wir jetzt gemacht haben, glaube ich, nicht als so schwierig zu beurteilen, dass man hierfür nun ein Expertengremium einsetzen muss, um dann letztlich darüber zu bestimmen, was recht oder nicht recht sei. Es ist ja vielmehr eine praktische und eine politische Frage. Deshalb bin ich der Meinung, dass man jetzt über diesen Ordnungsantrag der sozialdemokratischen Fraktion abstimmen soll.

M. Riesen-Fribourg: Il est pour le moins bizarre que nous devions maintenant nous exprimer sur un problème aussi important sans que l'on donne l'occasion au Conseil fédéral de se prononcer. Je suis pas de ceux qui ont un respect excessif pour le gouvernement, je peux le critiquer à l'occasion, mais j'estime que si une fois il doit se prononcer c'est maintenant, sans quoi notre débat serait entaché et ne pourrait pas être fondé sur une connaissance approfondie de la situation. Avant de voter nous devons entendre le Conseil fédéral.

Präsident: Ich halte dafür, dass der Bundesrat zum Ordnungsantrag nicht Stellung nimmt.

Herr Schatz stellt einen weiteren Ordnungsantrag.

Schatz-St. Gallen: Wir stellen eine gewaltige Verwirrung fest. Bis jetzt hat sich noch niemand definitiv zu den Fragen geäußert, die Herr Weber gestellt hat. Wir sind also verwirrt. Das ist vielleicht unsere Schuld. Ich möchte Ihnen aber beantragen, die Beratung dieses Geschäftes hier zu unterbrechen, um den Fraktionen Gelegenheit zu geben, sich auszusprechen.

Präsident: Wir stimmen jetzt ab über den Ordnungsantrag Eisenring, wonach die weitere Diskussion über den Beschluss B zu verschieben sei.

Abstimmung – Vote

Für den Ordnungsantrag Eisenring	87 Stimmen
Dagegen	46 Stimmen

Präsident: Damit wird die Diskussion zum Beschluss B unterbrochen. Ueber den Antrag Riesen werden wir bei der Weiterberatung des Beschlusses B befinden.

A

Bundesbeschluss über die Neuordnung der Umsatzsteuer und der direkten Bundessteuer

Arrêté fédéral réformant le régime de l'impôt sur le chiffre d'affaires et de l'impôt fédéral direct

Art. 41quater Abs. 2 und 3 Bst. b, Art. 41quinquies

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 41quater al. 2 et 3 let. b, art. 41quinquies

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Uebergangsbestimmungen (Ziffer II) – Dispositions transitoires (Chiffre II)

Art. 8 Abs. 2 Bst. a

Antrag der Kommission

für Verheiratete 4500 Franken;
für jedes Kind 2500 Franken; (= Festhalten)
vom Erwerbseinkommen der Ehefrau 4500 Franken;

Antrag Waldner

für Verheiratete 5000 Franken; (= Festhalten)
vom Erwerbseinkommen der Ehefrau 5000 Franken;
(= Festhalten)

Art. 8 al. 2 let. a

pour les personnes mariées, à 4500 francs;
pour chaque enfant, à 2500 francs; (= Maintenir)
pour le produit du travail de l'épouse, à 4500 francs;

Proposition Waldner

pour les personnes mariées, à 5000 francs; (= Maintenir)
pour le produit du travail de l'épouse, à 5000 francs
(= Maintenir)

Waldner: Wir reden bei dieser Steuerdebatte wieder einmal mehr über die angemessene Höhe der Sozialabzüge, ohne dabei auf den grundsätzlichen Aspekt dieser Abzüge einzugehen. Bei jeder progressiv gestaffelten Steuer erhöhen sich die tatsächlichen Entlastungen durch die Abzüge natürlich ebenfalls progressiv. Ein Beispiel: Bei einem Familienabzug von 5000 Franken vom steuerbaren Einkommen und einem Satz von 10 Prozent beträgt die Steuerentlastung 500 Franken, bei einem Satz von 5 Prozent nur 250 Franken, das heisst, dass der wirtschaftlich stärkere Steuerpflichtige einen doppelt so hohen Abzug geltend machen kann wie der wirtschaftlich schwächere – und das nennt sich Sozialabzüge! Solange die Steuern proportional erhoben worden sind – und das war bis vor kurzer Zeit in einigen Kantonen der Fall und dürfte auch noch in einzelnen Gemeinden zutreffen –, stellte sich bei den Sozialabzügen diese ungerechte Bevorzugung der hohen Einkommensbezüger nicht. Jedem Steuerpflichtigen stand in Franken der gleich hohe Abzug zu. Mir scheint, dass bei den Sozialabzügen diese Gleichstellung gerechter ist als das heutige System. Ich gebe zwar zu, dass die Familienlasten, zum Beispiel die Ausbildung der Kinder, bei einem hohen Einkommen sicher grösser sind als bei einem bescheidenen Verdienst eines Familienvaters. Vielleicht fallen in einem solchen Falle auch allfällige Stipendien weg. Aber gerecht ist dieser grosse Unterschied trotzdem nicht. Einige Kantone und Gemeinwesen haben dieses System der eher unsozialen Sozialabzüge zu ändern versucht und in ihren Steuergesetzen feste Abzüge vom Steuerbetrag festgelegt. Ich weiss, dass auch dieses System seine Schwächen hat und da und dort wieder aufgegeben worden ist. Es funktioniert nur so lange, wie der Lebenskostenindex stabil bleibt, das heisst keine kalte Progression die Höhe der Steuer beeinflusst.

Ich möchte meine heutige Intervention so verstanden wissen, dass sich die Steuerverwaltung einmal ernstlich Gedanken über das System der Sozialabzüge macht. Wir können ohne Rücksicht auf die Steuerskala die Sozialabzüge nicht beliebig erhöhen oder senken. Jede Aenderung des Abzuges um 500 bis 1000 Franken kann einen grossen Einfluss auf die Höhe des Steuersatzes haben. Dieser Einfluss ist um so grösser, je höher das steuerpflichtige Einkommen ist. Die Höhe der Sozialabzüge muss also meines Erachtens gut koordiniert werden mit der Steuerskala. Bei

einer progressiven Steuer, wie die direkte Bundessteuer, muss bei den Sozialabzügen ein proportionaler Abzug oder eine degressive Skala studiert werden. Ich kann der Steuerverwaltung auch keine Patentlösung anbieten und möchte sie lediglich bitten, das Problem bis zur nächsten Steuervorlage ganz ernsthaft zu prüfen. Für heute begnüge ich mich damit, Ihnen zu beantragen, an unseren Beschlüssen vom 28. September 1978 festzuhalten, obwohl mich, wie ich dies dargelegt habe, das ganze System der Sozialabzüge nicht befriedigt. Es befriedigt mich aber auch das unwürdige Markten nicht, das heisst, dass man ohne sachliche Begründung einfach das Mittel zwischen den Anträgen des Bundesrates und des Ständerates einerseits (mit 4000 Franken) und unserem Beschluss (5000 Franken) nimmt. Solche Methoden überlasse ich gerne dem «Billigen Jakob» auf dem «Zibelemärit».

Ich bitte Sie, meinem Antrag zuzustimmen.

Kaufmann: An sich freue ich mich über den Antrag Waldner. Ich freue mich deshalb, weil er die Anträge der CVP übernommen hat, Anträge, die wir bis jetzt in der Kommission und auch im Plenum engagiert vertreten haben. Meine und unsere Freude ist aber zwiespältig geworden. Ich habe es immer bedauert, dass die Sozialdemokraten kurzfristig aus dem Finanzpaket ausgestiegen sind – aber sie sind ausgestiegen! Sie haben unsere Familienabzüge auch in der zweiten Runde in der Kommission nur noch teilweise – und auch das noch recht lau – vertreten. Insbesondere aber haben sie mit ihrem Austritt die sogenannte bürgerliche Lösung erzwungen. Die CVP hat sich im Rahmen dieser bürgerlichen Lösung verpflichtet gefühlt, hier einen annehmbaren Kompromiss zu erreichen. Ich kann Ihnen auch sagen: dieser Kompromiss ist zustande gekommen. Sie finden heute keinen Antrag, weder von freisinniger Seite noch von der SVP, der den Mehrheitsbeschluss der Kommission bekämpft; und das heisst doch immerhin: Festhalten an unsern Familienabzügen in der Grössenordnung etwa von zwei Dritteln gegenüber den Anträgen des Ständerates. Dass die CVP im Rahmen dieser Verständigung auch einen Schritt zu tun hatte, werden Sie begreifen. Wir stehen zu diesem Schritt und zu dieser Verständigungslösung.

Ein zweites Moment, Herr Waldner: Ich anerkenne durchaus Ihren korrekten Willen, etwas zu verbessern. Aber Sie lehnen die Vorlage ja immer noch ab und wollen sie gleichzeitig sozialer machen! Damit Sie sie besser ablehnen können? muss man fast fragen. Oder eine andere Frage: In der Abstimmung haben wir diese Familienabzüge dann zu vertreten, vermutlich gegen Sie. Man wird uns auch Vorwürfe machen, vielleicht gerade von Ihnen, dass wegen dieser Familienabzüge die Entlastungen sehr weit hinaufreichen. Wer vertritt diese Sozialabzüge dann? Die CVP gegen die SP! Auch das ein Grund, warum ich Sie bitten muss, den Antrag Waldner nicht mehr zu unterstützen. Ich räume durchaus ein: Der Antrag Waldner ist sachlich richtig, und wir werden uns über kurz oder lang grundsätzliche Fragen stellen müssen, Fragen des Steuerkonkubinales, des Splittings für alle Verheirateten, des Prozentabzuges usw. Aber ich glaube, auf dem Weg zum sachlich Richtigen gibt es Stationen, und jetzt haben wir eine Station erreicht, die sich durchaus sehen lassen kann.

Ich bitte Sie, hier dem Antrag Waldner keine Gefolgschaft mehr zu geben.

Auer: Herr Waldner hat vom «Grundsätzlichen» gesprochen und dabei auf die progressive Wirkung auch bei den Sozialabzügen hingewiesen. Früher bestand tatsächlich ein System, gemäss welchem die Sozialabzüge vom Steuerbetrag abgezogen wurden. Aber damals waren die Progressionssätze noch sehr klein. Wenn Sie das heute durchführen wollten, würde dies einen riesigen Apparat benötigen. Sie haben zuerst das Bruttoeinkommen, dann das steuerpflichtige Einkommen zu bestimmen, dann das steuerbare Einkommen, und am Schluss müssten Sie dann

noch Abzüge vom Steuerbetrag machen. Dass man nun auch «oben» die Sozialabzüge berücksichtigt, das äussert sich ja darin, dass man die Steuersätze nicht aufgrund des Bruttoeinkommens festlegt, sondern des niedrigeren steuerbaren Einkommens.

Nun, Herr Waldner hat gefragt: Ist dieser Abzug angemessen? Was ist «angemessen», oder was ist «gerecht» (letzteres sagen Politiker noch lieber)? Es ist reine Ermessenssache! Der Nationalrat hat 5000 Franken beschlossen. Es ist hier damals begründet worden. Der Ständerat hat 4000 Franken festgesetzt. Ich habe in der Finanzkommission den Antrag auf 4500 Franken gestellt. Das ist nicht besonders originell. Es ist ein Kompromiss, der vor allem darauf zurückzuführen ist, dass ein gleicher Antrag im Ständerat nur ganz knapp abgelehnt wurde. Wir sind im Differenzbereinigungsverfahren, und wir sollten hier dem Ständerat entgegenkommen. Auch die FDP-Fraktion unterstützt diesen Antrag. Man kann sagen – mit einem Blick auf die CVP –, das Mittel zwischen 4000 und 5000 Franken entspricht ungefähr der «dynamischen Mitte»...

M. Richter, rapporteur: Comme rapporteur, d'emblée nous abordons, bien que deux votes soient prévus devant cette assemblée, les trois déductions sociales qui sont encore en discussion: pour personnes mariées, pour enfants et pour travail de l'épouse.

En ce qui concerne les déductions pour personnes mariées, je vous rappelle que le Conseil fédéral avait retenu la possibilité d'une déduction à 4000 francs, qui fut suivie par le Conseil des Etats. Le Conseil national a porté, dans une première volée, ce montant à 5000 francs. Le Conseil des Etats entendait s'en tenir à la première formule, celle du Conseil fédéral, puis la commission du Conseil national, par 15 voix contre 4, s'est ralliée à une solution intermédiaire, solution de sagesse s'il en est, et vous propose de vous en tenir à la proposition de 4500 francs. M. Waldner, pour les raisons qu'il a invoquées, souhaite maintenir la décision antérieure à 5000 francs. Donc, la commission vous recommande – et nous vous le recommandons également – de vous en tenir à cette solution intermédiaire: 4500 francs.

S'agissant des déductions pour enfants, il n'y a pas de modifications en ce qui concerne les conclusions de la commission du Conseil national qui, par 9 voix contre 8, vous propose de vous en tenir à votre décision antérieure, c'est-à-dire prévoir pour chaque enfant une déduction de 2500 francs et non pas de faire une de ces déductions à deux degrés comme le propose le Conseil des Etats.

S'agissant du travail de l'épouse, vous aurez également à vous prononcer ici puisqu'il y a une proposition contradictoire de M. Waldner. La commission, par 15 voix contre 2, vous demande également de vous rallier à une solution intermédiaire, située entre les 5000 francs que vous aviez proposés lors de votre dernière séance, et la proposition de 4000 francs du Conseil fédéral, reprise par le Conseil des Etats. Ici également, nous vous demandons de rejeter la proposition de M. Waldner et d'accepter celle de votre commission.

En résumé, pour les deux votes, nous vous demandons de vous en tenir aux propositions de votre commission.

Eisenring, Berichterstatter: Es ist die Bemerkung gefallen, es handle sich hier um ein «unwürdiges Markten ohne sachliche Begründung». Ich möchte darauf hinweisen, dass wir uns hier mit einer Bundesfinanzreform zu befassen haben, mit der Zielsetzung, vermehrte Einnahmen zugunsten des Bundes zu beschaffen. Im Rahmen der Beratungen ist namentlich bei den Abzügen diese Zielsetzung gelegentlich etwas in den Hintergrund getreten, und das scheint nun auch wieder der Fall zu sein bei dem Ihnen unterbreiteten Antrag.

Markten ohne sachliche Begründung? Es geht bei den beiden Anträgen von Herrn Waldner um Minder- bzw. Mehreinnahmen des Bundes in der Grössenordnung von immerhin 80 Millionen Franken. Mir scheint somit die

sachliche Begründung gegeben zu sein. In bezug auf die Verheirateten hat die Kommission mit sehr deutlichem Resultat, nämlich mit 15 zu 4 Stimmen, beschlossen, dem Vermittlungsantrag, der von Herrn Auer eingereicht worden ist, zuzustimmen. In bezug auf das Erwerbseinkommen der Ehefrau war der Entscheid noch deutlicher, nämlich mit 15 zu 2 Stimmen. Ich glaube, dass diese beiden Beschlüsse dem Ständerat erlauben würden, im weiteren Differenzbereinigungsverfahren ebenfalls zuzustimmen, so dass wir hier endlich zu einer Bereinigung gelangen.

Ich bitte Sie daher, in beiden Fällen den Kommissionsanträgen zuzustimmen und die beiden Anträge Waldner in gesonderter Abstimmung abzulehnen.

M. Chevallaz, conseiller fédéral: Le Conseil fédéral est soucieux d'une entente aussi rapide que possible avec le Conseil des Etats. Dans ces conditions, les propositions défendues par la majorité de votre commission sont plus proches d'un accord que celles de M. Waldner qui nous paraissent pousser un peu loin la surenchère. Nous vous demandons de suivre les propositions de votre commission.

Sozialabzüge – Déductions sociales

1. Verheiratete – Personnes mariées

Präsident: Eine erste Abstimmung betrifft Artikel 8 Absatz 2 Buchstabe a, Abzüge für Verheiratete. Kommission und Bundesrat schlagen Ihnen 4500 Franken vor. Herr Waldner möchte den Betrag auf 5000 Franken erhöhen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	88 Stimmen
Für den Antrag Waldner	44 Stimmen

2. Kinder – Enfants

Präsident: Zweite Differenz: Abzug für jedes Kind. Die Kommission beantragt Festhalten. Es liegt kein Gegenantrag vor.

Angenommen – Adopté

3. Erwerbseinkommen der Ehefrau

Produit du travail de l'épouse

Präsident: Kommission und Bundesrat beantragen 4500 Franken; Herr Waldner möchte den Betrag auf 5000 Franken erhöhen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	89 Stimmen
Für den Antrag Waldner	52 Stimmen

Art. 8 Abs. 2 Bst. b

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 8 al. 2 let. b

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 9 Abs. 2 Bst. a

Antrag der Kommission

Ziff. 7bis

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ziff. 10

Festhalten

Art. 9 al. 2 let. a

Proposition de la commission

Ch. 7bis

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Ch. 10

Maintenir

Angenommen – Adopté

Art. 9 Abs. 2 Bst. c Ziff. 3

Antrag der Kommission

Mehrheit

... mehr als 100 000 Franken Wein liefern;

Minderheit I

(Mugny)

Festhalten

Minderheit II

(Fischer-Bern)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Reichling

..., nicht aber Weinbauern, welche eine Rebfläche von über 5 Hektaren bewirtschaften und den Wein selbst kelteren;

Art. 9 al. 2 let. c ch. 3

Proposition de la commission

Majorité

... pour plus de 100 000 francs de vin;

Minorité I

(Mugny)

Maintenir

Minorité II

(Fischer-Berne)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Reichling

... mais non les viticulteurs qui exploitent plus de 5 hectares de vignes et pressent eux-mêmes leur vin;

M. Mugny, porte-parole de la minorité I: Nous sommes en train de discuter, je vous le rappelle, des professions qui ne paieront pas la TVA au taux normal. Le projet prévoit un certain nombre d'exceptions dont – en ce qui nous concerne – celle des vigneron. Il s'agit des vigneron-proprétaires qui vendent uniquement le produit de leurs vignes. Il faut déterminer à partir de quel chiffre d'affaires ces vigneron seront soumis à la TVA complète.

La décision qui est intervenue dans notre Conseil a suscité un certain nombre de réactions. J'aimerais donc, aujourd'hui, préciser les faits, de telle façon que vous puissiez prendre vos décisions en toute connaissance de cause. Vous avez reçu du reste une lettre d'information des vigneron-encaveurs, celle-là même qui a été distribuée aux membres de la Commission des finances. Je pense que vous l'avez lue très attentivement et je préciserai seulement un certain nombre de points sur le problème qui nous préoccupe.

D'abord, la perte pour la Confédération. Selon la proposition que nous faisons, elle serait en gros de 1 million 500 000 francs par an et non pas de 5 millions, comme l'avait calculée à un certain moment l'administration. Le problème principal est celui de la distorsion de concurrence. Effectivement les négociants en vins craignent qu'en libérant les vigneron-proprétaires jusqu'à un chiffre d'affaires de 400 000 francs, on en arrive à des distorsions de concurrence.

J'aimerais vous rappeler un certain nombre de faits et de chiffres. En premier lieu, si nous acceptons le montant qui est fixé par le Conseil des Etats, soit 40 000 francs, pratiquement aucun propriétaire-encaveur ne bénéficiera de

cette mesure, qui ne s'adressera qu'à ceux que j'appellerai les «vignerons du week-end», c'est-à-dire à des fonctionnaires, des employés, des ouvriers qui, à côté de leur travail professionnel, cultivent quelques arpents de vignes et qui parfois – ce qui est très rare – mettent eux-mêmes leur vin en bouteilles. Cette mesure, par conséquent, ne toucherait pas la classe des vignerons-encaveurs qui ne vivent que de leur métier. La proposition de la majorité de la commission (100 000 fr.) englobe à peu près 25 à 28 vignerons et celle que nous vous proposons entre 270 à 300, ces chiffres étant ceux qui ont été retenus par le Conseil fédéral.

Il faut également rappeler que si jusqu'à maintenant les vignerons-encaveurs ne paient pas l'ICHA, c'est en vertu de la Constitution. En son article 32^{quater}, la constitution fédérale prévoit expressément, à l'alinéa 4, «que les producteurs de vin et de cidre peuvent, sans autorisation et sans payer de droit, vendre le produit de leur propre récolte par quantités de deux litres ou plus».

Malgré cette exception, les négociants en vin n'ont pas fait de mauvaises affaires! Je ne saurais leur en faire un reproche, car, si les affaires vont bien, tout le monde s'en félicite. Prenons encore un exemple, qui peut vous intéresser, pour mieux situer le problème: c'est celui du prix de la Dôle. Vous connaissez ce vin n'est-ce pas? J'ai obtenu ces prix au Comptoir suisse dans les offres des négociants et non pas des vignerons-encaveurs. Le prix de la Dôle varie, pour 1978, entre 8 et 9 fr. 20 la bouteille, soit une différence de 1 fr. 20. Pourquoi? Parce que, simplement, il y a des qualités, des provenances différentes et il y a aussi des commerçants qui peuvent vendre leurs vins à des prix plus élevés. Or, 1 fr. 20 de différence sur 8 francs cela fait tout de même 15 pour cent et quand on sait que les vignerons-encaveurs vendent leurs produits au même prix que les négociants, je ne comprends pas très bien comment 30 centimes à l'intérieur de 1 fr. 20 – parce que c'est la différence qui résulterait d'un taux préférentiel de TVA – pourraient créer une distorsion de concurrence. Il y a beaucoup d'autres factuels qui entrent en ligne de compte dans la fixation des prix et les 30 centimes ne sont qu'un modeste élément parmi beaucoup d'autres. Encore une fois, les négociants qui vendent leur Dôle entre 8 francs et 9 fr. 20 ont tous fait d'excellentes affaires. Tant mieux pour eux.

Pourquoi alors demande-t-on que les vignerons-encaveurs bénéficient d'une différence dans la TVA? C'est parce qu'ils ont des frais de production plus élevés. Un négociant ou une cave coopérative ont des moyens d'action et des investissements qui leur coûtent proportionnellement moins cher qu'à un petit producteur. Par conséquent, il faut tenir compte d'une réalité économique.

J'aimerais ajouter encore quelque chose: si un tel avantage leur est accordé, il n'est pas sans contre-partie. On impose aux vignerons-encaveurs une contrainte à laquelle ils se soumettent, c'est-à-dire qu'ils renoncent à devenir des négociants en vins car, dès le moment où ils le deviennent, ils sont soumis à la TVA complète et, cela aussi est dans l'intérêt du commerce et de l'ensemble des négociants.

Pourquoi avoir choisi le chiffre de 400 000 francs? D'abord, il faut préciser que ce chiffre est un maximum. Le chiffre d'affaires moyen annuel calculé sur dix ans est de 300 000 francs. Cette année, par exemple, vous l'avez lu dans la circulaire qui vous a été transmise, la vendange se situe entre 10, 40 ou 50 pour cent d'une vendange normale. Ce chiffre d'affaires moyen de 300 000 francs est celui qui permet à une famille vigneronne de vivre normalement.

Que se passerait-il si les vignerons n'étaient pas mis au bénéfice de cette proposition? Les plus grands, ceux qui sont le mieux installés deviendront négociants et demanderont la patente; les plus faibles entreront dans les coopératives et renonceront ainsi à leur métier. Vous me direz que ce n'est pas un drame, vous me direz aussi que les indépendants peuvent supporter les 30 centimes. C'est

vrai, ils peuvent les supporter! Mais ce qui est le plus compliqué pour eux, ce n'est pas la différence de 30 centimes, ce sont les complications administratives qu'on leur impose et à force de leur imposer ces complications – ces vignerons ne sont pas équipés comme les négociants au point de vue bureaux, fiduciaires et employés – on les amènera à renoncer à leur métier.

Or, et c'est cela qui me paraît l'élément et l'argument essentiels; entre les grands commerçants en vins et les coopératives, il faut permettre à ces vignerons qui ont une tradition, de cultiver leurs terres et de vendre leurs propres vins à leur propre clientèle. C'est dans l'intérêt de l'ensemble de la viticulture. Ainsi que je l'ai dit, le chiffre d'affaires moyen des plus grands des propriétaires-vignerons s'élève à 300 000 francs par an mais ils ne vendent pas toute leur production en bouteilles. La part vendue aux commerçants ou aux coopératives sera soumise à la TVA normale, si bien qu'on peut admettre que le chiffre d'affaires des 300 vignerons touchés par cette clause et qui échapperaient à la TVA normale serait de 200 000 francs en gros par année.

Le vigneron-encaveur est un paysan, un producteur qui veut rester fidèle à son métier, qui veut rester fidèle à sa terre, qui veut rester en contact direct avec la clientèle, affirmant ainsi son indépendance. Il cultive sa vigne pour en vendre le produit à ses clients.

Ces vignerons-encaveurs sont ceux qui soignent le plus la qualité. On ne peut en tout cas pas dire qu'ils recherchent la facilité ni qu'ils sont des hommes d'affaires. Ils demandent seulement qu'on ne les empêche pas de pratiquer leur métier ou qu'on ne les contraigne pas à le quitter progressivement. Ils demandent qu'on les laisse exercer leur activité sans trop de complications. Certains d'entre eux sont jeunes – il y a heureusement encore des jeunes qui embrassent cette profession – et il faut leur donner leurs chances.

La différence de 30 centimes par bouteille, je crois vous l'avoir démontré, ne provoquera pas de distorsion de concurrence et ne portera pas préjudice aux négociants de la branche. On donne simplement la possibilité aux petits vignerons de rester ce qu'ils sont, c'est-à-dire libres et indépendants.

Il y a encore chez nous des gens qui aiment assumer leurs responsabilités.

Malheureusement, il n'y a plus beaucoup de gens dans ce pays qui ont encore, comme les vignerons-proprétaires, le goût de cette forme de liberté. Je vous demande donc de leur laisser leur chance. Ils le méritent bien.

Mais si vraiment vous pensez que le maximum de 400 000 francs que je vous propose est trop élevé, vous pourrez vous rallier à la proposition de notre collègue Reichlin, qui est toute différente de la mienne, mais qui apporte néanmoins une solution satisfaisante au problème que je vous ai exposé.

Fischer-Bern, Sprecher der Minderheit II: Ich vertrete die Minderheit II, die Zustimmung zum Ständerat beantragt. Es handelt sich hier nicht um eine fiskalische Frage; denn die finanziellen Differenzen unter den verschiedenen Anträgen sind bedeutungslos. Hier geht es vielmehr um eine Frage der Wettbewerbsverzerrung. Sie schaffen Schwierigkeiten im Konkurrenzkampf auf dem Weinsektor, wenn Sie nicht dem Antrag der Minderheit II zustimmen.

Wie Ihnen bekannt ist, liegen vier Anträge vor. Der Ständerat will für den Wein die gleiche Lösung treffen wie für sämtliche anderen Produkte: Die Kleinstbetriebe, deren Umsatz 40 000 Franken nicht übersteigt, sollen von der Mehrwertsteuerpflicht ausgenommen sein. Herr Mugny möchte demgegenüber für den Wein eine Limite von 400 000 Franken setzen, was zur Folge hätte, dass praktisch alle selbstkelternden Weinbauern aus der Mehrwertsteuerpflicht entlassen würden.

Die Kommissionsmehrheit hat Ihnen demgegenüber eine Mittellösung vorgeschlagen mit einer Limite von 100 000

Franken. Das sieht sehr kompromissfreundlich aus, ist es aber nicht; denn diese Lösung hätte zur Folge, dass immer noch drei Viertel sämtlicher selbstkelternden Weinbauern aus der Steuerpflicht herausfallen würden. Herr Reichling schliesslich schlägt eine weitere Formulierung vor, wonach die Limite zwischen 200 000 und 250 000 Franken liegen würde.

Wir müssen uns beim Weinsektor darüber im klaren sein, was wir eigentlich wollen. Man hat von Anfang an den Standpunkt vertreten, der Wein sei als nichtlandwirtschaftliches Produkt zu behandeln. Die landwirtschaftlichen Produkte werden bekanntlich zum Sondersatz von 2,5 Prozent besteuert, wenn der generelle Mehrwertsteuersatz auf 8 Prozent festgesetzt wird. Nun können Sie doch nicht hingehen und innerhalb der Weinwirtschaft einen Teil der Produktion, vielleicht 15 bis 20 Prozent, anders behandeln als den Rest. Man kann ganze Berufsgruppen ausnehmen, wie wir es mit den Colffeuren getan haben; man kann aber nicht innerhalb eines Sektors zwei Kategorien schaffen, einen kleineren bevorzugten Teil, und einen anderen grösseren Teil, der voll dem ganzen Gewicht der Mehrwertsteuer unterstellt wäre. Das ergäbe Wettbewerbsverzerrungen von etwa 30 Rappen pro Flasche. Herr Mugny hat das bagatellisiert. Wer im Geschäftsleben steht, weiss jedoch, dass Preisdifferenzen von 5 Prozent – 30 Rappen je Flasche würden etwa 5 Prozent ausmachen – eine wesentliche Rolle im Konkurrenzkampf spielen. Wenn Sie dem Antrag des Ständerates nicht zustimmen, so schaffen Sie also ohne irgendwelchen Grund eine privilegierte Schicht von Weinbauern, und wenn es Privilegierte hat, so gibt es auch Nichtprivilegierte, das heisst Diskriminierte. Im Interesse der Steuergerechtigkeit – man sagt ja immer, die Mehrwertsteuer müsse eingeführt werden, um Wettbewerbsverzerrungen zu verhindern – beantrage ich Ihnen somit, dem Ständerat zuzustimmen, der diese Differenz schon einmal eingehend behandelt hat.

Reichling: Anschliessend an meinen Vorredner, Herrn Fischer-Bern, der von einer privilegierten Schicht von Weinbauern gesprochen hat, muss ich Sie doch bitten, die Proportionen nicht zu verlieren. Schon aus der von mir beantragten höchstbegrenzten Fläche sehen Sie, dass es sich durchwegs um klein- bis mittelbäuerliche Verhältnisse handelt. Sie müssen aber auch beachten, dass der Weinbau in der Schweiz überhaupt nicht existenzfähig wäre, wenn wir ihm nicht staatliche Schutzmassnahmen angedeihen liessen. Es wäre somit nicht sehr sinnvoll, dem Weinbau auf der einen Seite Schutzmassnahmen zu gewähren, damit er überhaupt noch existieren kann, um ihm dann auf der anderen Seite einen Teil der Subvention durch Steuern wieder wegzunehmen.

Die Fragen der Wettbewerbsverzerrung hat Ihnen Herr Mugny bereits dargelegt. Sie alle wissen, dass von jenem Moment an, wo der Wein den Keller des Produzenten verlässt, nicht mehr mit 2, 3 und 4 Prozent gerechnet wird, sondern dass dort ganz andere Margen zur Anwendung kommen, die eine allenfalls kleine Wettbewerbsverzerrung von einigen Zehnern durchaus ertragen würden.

Warum mache ich Ihnen meinen Vorschlag? Die Ertragschwankungen im Weinbau sind ausserordentlich hoch. Sie zählen wahrscheinlich zu den höchsten unter den landwirtschaftlichen Produkten. Ich kann Ihnen das aus eigener Erfahrung sagen, denn ich bin Weinbauer. Ich falle aber nicht unter die Kategorie der Selbstkelterer; deshalb kann ich ohne Eigeninteresse zu dieser Sache sprechen. Ich habe dieses Jahr weniger als 40 Prozent der letztjährigen Ernte eingebracht. Das sind normale Ertragschwankungen, und da sehen Sie, dass eine Begrenzung durch eine Umsatzziffer, seien das nun 100 000 oder 40 000 oder 400 000 Franken, einfach sehr schlechte Verhältnisse für die Abrechnung schafft. Es ist ja vorgesehen, dass wenn im einen Jahr diese Grenze überschritten wird, der Betrieb im nächsten Jahr abrechnungspflichtig wird. Im Weinbau ist es ganz ausgesprochen so, dass nach einem überdurchschnittlichen Erntejahr die Stöcke ermüdet sind

und im nächsten Jahr bedeutend weniger Ertrag liefern. Der Weinbauer müsste dann also in jenem Jahr abrechnen, wo er einen kleinen Ertrag hat. Am Schluss des Jahres würde er aber feststellen, dass er unter der Limite liegt und für nächstes Jahr nicht abrechnungspflichtig wird, obschon er vielleicht wieder einen hohen Ertrag, der die Limite überschreitet, erzielen wird. Das sind die Verhältnisse, die wir bei Einführung einer frankenmässigen Grenze schaffen. Ich bin aus diesem Grunde der Auffassung, dass die Begrenzung über die Fläche viel einfachere Verhältnisse schaffen wird. Durch den Rebbaukataster sind diese Flächen auch tadellos bekannt und werden in regelmässigen Abständen staatlich kontrolliert und festgestellt. Die Betriebe, die dann über die Limite fallen, haben auch alljährlich abzurechnen. Also auch in ihrer Buchhaltung ergeben sich damit viel einfachere Verhältnisse, als wenn sie nicht wissen, ob sie im einen Jahr abrechnen müssen und im nächsten Jahr nicht. Es stellt sich nun einfach die Frage, wo nun diese Grenze liegen soll. Dabei müssen wir berücksichtigen, dass die kleineren Betriebe mit Flächen unter 5 Hektaren normalerweise keine spezialisierten Weinbaubetriebe sind, sondern gemischtwirtschaftliche Betriebe mit Obstbau, Ackerbau, Viehhaltung und mehr oder weniger Weinbau. Wenn Sie dann einen dieser Betriebszweige der Abrechnungspflicht unterstellen, führt das dazu, dass beispielsweise bei der Düngerverwendung, bei der Pflanzenschutzmittelverwendung, bei der Maschinenverwendung ausgeschlossen werden muss, welcher Anteil vorsteuerabzugsberechtigt ist und welcher Anteil auf die übrige Landwirtschaft entfällt. Das ist meiner Ansicht nach für den Kleinbauern erstens rein buchhaltungstechnisch sehr schwierig, und zweitens auch praktisch nicht kontrollierbar. Wie wollen Sie bemessen, wie viele Stunden dann der Traktor im Weinbau läuft und wieviel in der übrigen Landwirtschaft? Was die Flächen betrifft, so bin ich der Auffassung, dass wir die Grenze dort ansetzen müssen, wo es sich um Betriebe handelt, die eine volle Existenz für eine solche Weinbauernfamilie bieten, und diese Grenze liegt nach Erfahrungen in der Ostschweiz, wo man in letzter Zeit verschiedene solche Rebausiedlungen erstellt hat, und den Erfahrungen in der Westschweiz bei diesen von mir vorgeschlagenen 5 Hektaren. Ich bin der Auffassung, wenn Sie meinem Antrag zustimmen, schaffen Sie für die Abrechnung wesentlich einfachere und klarere Verhältnisse und belasten dann tatsächlich mit der Mehrwertsteuer auch jene Betriebe, die das Mass der kleinbäuerlichen Verhältnisse übersteigen und damit überhaupt marktwirksam werden; denn all die Kleineren, Herr Kollega Fischer, sind ja gar nicht marktwirksam. Sie treten nicht in eine Wettbewerbskonkurrenz mit dem Handel, sondern das sind die grossen Weinbaubetriebe. Dort bin ich der Auffassung, dass sie der Mehrwertsteuer unterstellt werden sollen.

M. Cossy: Lors de la première mouture de la TVA, je m'étais permis de vous proposer de taxer la viticulture au même taux que les produits agricoles. Je regrette encore le vote négatif de notre conseil qui a engendré dans les milieux viticoles du pays une grande déception et l'amertume de voir une authentique production de la terre traitée d'une autre façon, d'une façon lourde et différente, des autres produits agricoles.

Fort heureusement, et n'en déplaise à mon collègue Fischer, lors de la deuxième présentation de la TVA, à la session d'automne dernier, notre conseil a fixé à 400 000 francs le plafond à partir duquel les vigneron-encaveurs seraient soumis au taux complet. Au-dessous de ce chiffre, les deux tiers des ventes du vigneron-encaveur seraient taxées à un taux réduit de 3 pour cent, le dernier tiers représentant les ventes aux commerçants, magasins et restaurants serait soumis au taux normal. Relevons que sur une période de dix ans, le chiffre d'affaires moyen des bénéficiaires de cette juste mesure ne se situerait pas à 400 000 francs mais à 300 000 francs. Ainsi, la perte pour la Confédération se monterait à un million et demi.

Cet allègement en faveur d'exploitations familiales au nombre d'environ trois cents mérite d'être confirmé. Ce n'est point de la distorsion. Comme vous le savez, nos conseils, inquiets de voir disparaître chaque année un nombre considérable d'exploitations agricoles – 30 000 en dix ans – ont, avec raison, par diverses mesures, enrayé cette grave diminution. La décision prise par notre conseil rejoint le but précisé ci-dessus, à savoir le maintien de l'exploitation familiale qui, en ce qui concerne la viticulture, engendre la promotion de la qualité et la stabilité des prix. D'autre part, à de nombreuses reprises, notre conseil a pris des décisions indispensables à la survie de professions peu favorisées. Celle que je défends aujourd'hui le mérite tout autant puisqu'elle représente un élément important de la vie économique, sociale et touristique du pays.

Permettez-moi d'évoquer ici quelques faits concernant la TVA et la vigne. Premièrement, vous avez encore en mémoire l'intervention à ce propos des épouses de nos vignerons auprès de M. le conseiller fédéral Chevallaz. Collaboratrices des vignerons dans le travail et dans la responsabilité d'assurer l'équilibre du ménage familial, elles avaient, en toute connaissance de cause, manifesté leur grande déception devant la première décision du Parlement en 1976. Deuxièmement, et là je m'adresse à vous, chers collègues de Suisse allemande, si la majorité du vignoble se situe en Suisse romande, vous n'êtes pas sans savoir que la plupart de vos cantons sont également dotés de vignobles dont la grande majorité sont des exploitations familiales comme le faisait remarquer M. Reichling tout à l'heure. L'heureux contact que j'ai avec vous m'a prouvé, à maintes reprises, et je vous en félicite, votre sensibilité envers ce complément sympathique de vos économies cantonales.

Ne voyez pas dans mon intervention des propos larmoyants mais bien un appel à votre compréhension en faveur d'une classe laborieuse qui souvent se voit, par la seule faute des éléments naturels, privée d'un salaire et devant ainsi fréquemment recommencer à zéro. Cette volonté terrienne, souvent chantée, que je connais bien pour la vivre depuis quarante ans, j'ai simplement voulu, en tant que représentant de cette branche auprès de notre conseil, en faire l'éloge et, partant, vous recommander d'appuyer la proposition de M. Mugny visant à maintenir notre première décision dont l'incidence sociale et économique est importante. Les effets en sont cependant modestes dans l'ensemble et facilement supportables pour la Confédération.

M. de Chastonay: Je me permets de vous demander ici de vous rallier à la proposition Fischer-Berne, voire à celle du Conseil des Etats, fixant à 40 000 francs le montant des livraisons annuelles de vin dont les transactions seront exemptées de l'assujettissement à la TVA.

Je rappelle en effet que les propositions risent à fixer ce chiffre à 400 000 francs puis à 100 000 francs ou en fonction de 5 hectares de vigne, paraissent vraiment de nature à créer de graves inégalités de traitement en matière d'imposition fiscale du vigneron, du négociant en vin, du vigneron-propriétaire encaveur enfin. Cette inégalité va porter un coup très dur à la compétitivité du commerce des vins. En effet, une franchise s'étendant à un chiffre d'affaires de 400 000 ou de 100 000 francs, ou encore au produit d'une exploitation de plus de 5 hectares, signifie que pratiquement tous les vignerons-encaveurs sont exonérés de l'impôt. Car l'on sait que pour réaliser un chiffre d'affaires de 400 000 francs, un vigneron doit posséder au moins 8 hectares de vignoble. Or la statistique démontre que, dans notre pays, un quart de toutes les entreprises se trouvent dans cette catégorie. A plus forte raison, dans la proposition d'exonération faite par la commission, à concurrence de 100 000 francs, ou par notre collègue Reichling de 5 hectares de vignoble, un coup d'œil aux statistiques des entreprises par taille indique immédiatement que 90 pour cent de toutes les exploitations viticoles

atteignent une surface de moins de 10 hectares et que 75 pour cent ne dépassent pas une production de 3 hectares de surface.

Il faut donc reconnaître qu'une limite du chiffre d'affaires autre que celle fixée par le Conseil des Etats exonérerait pratiquement tous les vignerons-encaveurs. Dans ces conditions, notre conseil veut-il vraiment que les commerces de vin soient imposés alors que leurs concurrents directs de même importance jouiraient d'avantages considérables que rien ne justifie? D'autre part, en privilégiant intentionnellement le commerce du vin, il en résulterait une situation paradoxale: le vin livré directement aux consommateurs par les vignerons-encaveurs ne serait imposé que très faiblement, alors que les producteurs et négociants auraient à supporter la charge fiscale entière: non, ce n'est pas ce que nous voulons.

Enfin, je dois rappeler ici que de nombreuses mesures étatiques encouragent déjà la viticulture, mesures dont les vignerons-encaveurs bénéficient également. Dès lors, on comprendra difficilement que l'on veuille aggraver encore la situation concurrentielle des producteurs et négociants par des exonérations fiscales. En outre, les vignerons-encaveurs, qui ne sont pas astreints au contrôle de la comptabilité et des caves institué par l'arrêté du Conseil fédéral sur le commerce des vins retirent déjà, cela est établi, des avantages supplémentaires de nature financière et administrative du négoce des vins. Je n'omettrai pas enfin d'évoquer le cas des négociants en vins dont un bon tiers exploitent de petites entreprises ou des entreprises familiales comme celles des vignerons que l'on entend protéger, et qui réalisent des chiffres d'affaires ne dépassant pas la limite fixée pour l'exonération des vignerons-encaveurs. Ce serait donc une erreur de mettre en danger l'existence de ces moyens et petits commerces indépendants par un traitement fiscal aggravé qu'en fait et en droit rien ne justifie. L'Union suisse des paysans, que l'on ne peut accuser d'ignorer les intérêts des exploitants agricoles, a d'ailleurs été d'accord avec le montant de 40 000 francs. C'est la raison pour laquelle, je vous demande de vous rallier à la proposition de notre collègue Fischer-Berne et à la décision du Conseil des Etats fixant à 40 000 francs la limite d'exonération de la TVA en faveur du vigneron-encaveur.

M. Cevey: Il est sans doute regrettable de voir les représentants du vignoble, particulièrement de nos cantons romands, défendre des thèses en apparence, et certainement aussi quant au fond, assez contradictoires. Il faut dire cependant que les intérêts en cause sont aussi très contradictoires. Il s'agit de savoir finalement lesquels sont les plus dignes de considération.

Je m'exprime en ma qualité de président d'une organisation coopérative assez vaste et je crois que, en l'occurrence, je peux m'ériger en porte-parole de près de 7000 vignerons valaisans, vaudois ou genevois. La décision du Conseil national de septembre 1978 aurait pu résulter d'un bon sentiment: exonérer les vignerons dont les exploitations sont de petite et moyenne importance, 400 000 francs de chiffre d'affaires représentant entre 80 000 et 120 000 litres de vin, entre 100 000 et 150 000 kilos de raisin, soit la production de 10 à 15 hectares de vigne par exploitation. S'agit-il de petits vignerons, Je crois qu'on a vite fait d'établir qu'il ne s'agit en réalité pas de petits vignerons et que la proposition de notre collègue Mugny tend à favoriser essentiellement et pour une très large part des vignerons qui ont une exploitation importante.

Si le Conseil national avait voulu apporter un allègement équitable à l'imposition du vin, il aurait bien entendu retenu un abaissement du taux. L'exonération, connue sous le régime de l'ICHA (on en a déjà beaucoup parlé), crée d'une part une inégalité de traitement et, d'autre part, une distorsion dans les règles de concurrence. Je n'insiste pas. J'aimerais simplement souligner que nous devons saisir cette occasion pour éliminer ces deux graves défauts.

C'est dans l'espoir d'ailleurs de les corriger que, l'année dernière, lors de la campagne précédant la votation du 12 juin, les caves coopératives et les vigneronns que nous représentons ici, se sont battus pour l'instauration de la TVA, alors qu'il n'en a pas été de même pour les autres. Il faudrait s'en souvenir, notamment, au gouvernement.

Je passe sur les renseignements techniques que je voulais vous donner. Le débat s'allonge et nous devons bientôt partir en direction d'un autre canton vinicole, en l'occurrence le Tessin. Je termine simplement en vous disant que la décision prise par notre conseil en septembre dernier a été ressentie comme une injustice par l'ensemble des vigneronns vaudois qui n'encavent et ne vendent pas eux-mêmes leurs vins, notamment par les coopérateurs. La réforme des finances fédérales implique notamment le passage de l'ICHA, source d'inégalité entre secteurs économiques et à l'intérieur même de ceux-ci, au régime de la TVA. Le premier projet, refusé par le peuple l'an dernier, a été soutenu par nos organisations parce que plus conforme à l'équité. Nous constatons qu'en voulant éviter toutes inégalités de traitements grâce à la TVA, le nouveau régime assorti de la proposition de notre collègue Mugny, soutenu par M. Cossy, créerait d'autres inégalités tout aussi regrettables. De plus, nous percevons depuis quelque temps une tendance consistant, pour le vigneron, à vendre lui-même son produit pour échapper à toutes sortes de contraintes administratives et fiscales. Ce phénomène ne peut que s'intensifier si une certaine catégorie de producteurs bénéficie d'une franchise alors que d'autres sont reconnues comme des piliers importants de l'économie viti-vinicole. Elles contribuent à régulariser et à modérer le marché en période de crise ou de surchauffe. A plus ou moins longue échéance, leur affaiblissement serait ressenti par les producteurs et les pouvoirs publics eux-mêmes.

C'est la raison pour laquelle, tout en soulignant le caractère dangereux de la proposition de notre collègue Reichling qui abaisse finalement la limite de 400 000 francs à 250 000 francs, je vous demande de voter la proposition de notre collègue Fischer, qui est celle du Conseil des Etats. Si d'aventure celle-ci ne devait pas passer, il est bien entendu que, par souci du moindre mal, nous nous rallierions à la proposition de notre commission pour fixer la limite à 100 000 francs.

M. Richter: Il y a différentes positions qui s'affrontent: la majorité (100 000 fr.), la minorité I (400 000 fr.) et la minorité II (40 000 fr.). M. Reichling, quant à lui, demande que l'exonération ne soit pas établie selon le chiffre d'affaires mais selon la surface. Nous connaissons les conséquences du premier des systèmes, puisqu'il a pu être étudié en détail par l'administration. Je vous rappelle que la proposition de la majorité de la commission entraîne une perte supputée à un montant inférieur à un million de francs pour environ 200 contribuables de moins. Il semble que l'acceptation de la proposition de la minorité II entraînerait une perte de recettes de 5 millions de francs pour environ 500 contribuables de moins. La proposition de M. Reichling ne nous permet pas de bénéficier de données précises livrées par l'administration. Cependant, la commission n'a pas eu l'occasion de s'exprimer à propos de la proposition Reichling. Je reconnais qu'a priori elle contient aussi des avantages. Elle paraît plus équitable. Apprécier cette différenciation non pas d'après un chiffre d'affaires annuel, mais d'après la superficie d'un domaine paraît plus juste et plus logique et sans doute plus facile dans l'éventail des appréciations à long terme.

Mais nous ne sommes pas ici pour vous apporter la conclusion de la commission à l'égard de la proposition de M. Reichling, puisqu'elle n'en a pas délibéré. Nous constatons seulement que la majorité de la commission, qui s'en tient au chiffre de 100 000 francs, a pris cette décision par 15 voix contre 3 à la proposition Mugny; la proposition de la majorité l'a également emporté par 14 voix contre 3 à celle de la minorité II. Affaire d'appréciation. Je vous dirai

que personnellement je soutiendrai la proposition de M. Reichling, car elle nous permettrait, dans cette procédure de divergence avec les Etats, d'examiner son éventuel bien-fondé.

Eisenring, Berichterstatter: Wir haben in unserer ersten Runde beschlossen, die Limite für die Umsatzgrenze der Weinbauern auf 400 000 Franken festzusetzen. Der Ständerat hat dann nach einlässlichen Beratungen, wie dem Protokoll entnommen werden kann, sich für 40 000 Franken entschieden, und in der Folge haben wir in der Kommission mehrheitlich, und zwar mit 14 zu 3 Stimmen, einen Kompromissvorschlag auf 100 000 Franken gutgeheissen.

Ich möchte Ihnen beliebt machen, das «Weinbauseminar», das wir jetzt da vollzogen haben, mit der Zustimmung zum Antrag der Mehrheit gutzuheissen. Wir glauben, dass sich die geltend gemachten Wettbewerbsverzerrungen bei einer Lösung von 100 000 Franken noch in gewissem Rahmen halten, obwohl zu würdigen ist, dass aus Weinhandelskreisen bemerkt wird, dass diese Privilegierung, wie sie erklären, pro Weinflasche im Verkauf dann ungefähr 30 Rappen ausmachen würde.

Der Antrag von Herrn Reichling lag der Kommission nicht vor. Er hat gewisse Vorteile, das muss man zugestehen. Es wäre allerdings abzuklären, ob die Grenze von 5 ha richtig ist, weil Herr Fischer hierzu erklärte, das würde einen Umsatz von 250 000 Franken im Mittelmass ergeben. Wir können diese Frage im Moment nicht überprüfen. Ich glaube angesichts der fortgeschrittenen Aufbruchsstimmung, dass es erst recht richtig ist, dass wir der Mehrheit der Kommission mit 100 000 Franken zustimmen.

M. Chevallaz, conseiller fédéral: Il est évidemment difficile d'arbitrer ici un conflit qui paraît surtout être un conflit au sein de la profession viticole.

Le point de vue que j'exprime est le suivant: vous avez exempté les coiffeurs en tant que petits artisans. Il me paraît que ce précédent, défendable, compréhensible, que vous avez créé, peut s'appliquer à ces petits exploitants indépendants que sont les vigneronns-encaveurs et à leur maintenance. J'ai bien dit «petits» et j'admets sur ce point que la proposition de M. Mugny, à laquelle j'ai apporté quelque appui en premier débat, allait loin et va loin avec ses 400 000 francs de plafond. Elle correspond à des domaines viticoles de 8 hectares que l'on peut considérer déjà comme relativement grands. Il est clair aussi que cette décision a été mal accueillie par les vigneronns-coopérateurs qui forment la majorité et par les vigneronns-commerçants.

Il serait donc raisonnable d'accepter une proposition plus limitée; celle de M. Reichling, par exemple, nous paraît, avec une surface de quelque 5 hectares ce qui correspond à un chiffre d'affaires maximum de 250 000 francs, une base de discussion intéressante pour la liquidation des divergences avec le Conseil des Etats. La distorsion de concurrence à laquelle M. Otto Fischer et d'autres faisaient allusion tout à l'heure ne serait pas plus grave qu'elle ne l'est aujourd'hui car, actuellement, je rappelle que ces vigneronns-encaveurs ne sont pas soumis à l'impôt sur le chiffre d'affaires. Cette distorsion de concurrence est très limitée et elle contribue à la maintenance de ces indépendants dont M. Otto Fischer défend si officieusement l'existence sur d'autres terrains.

Abstimmung – Vote

Erste Eventualabstimmung – Premier vote préliminaire

Für den Antrag der Minderheit II	65 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	60 Stimmen

Zweite Eventualabstimmung – Deuxième vote préliminaire

Für den Antrag der Minderheit II	90 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit I	19 Stimmen

Definitiv – Définitivement

Für den Antrag der Minderheit II

82 Stimmen

Für den Antrag Reichling

49 Stimmen

*Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen**Le débat sur cet objet est interrompu**Schluss der Sitzung um 10.00 Uhr**La séance est levée à 10 heures***Fünfte Sitzung – Cinquième séance****Montag, 4. Dezember 1978, Nachmittag****Lundi 4 décembre 1978, après-midi****14.15 h***Vorsitz – Présidence: Herr Generali***Präsident:** Onorevoli colleghe e colleghi, vi porgo il più cordiale benvenuto e vi auguro una buona settimana.

Wir haben einen bedeutenden Abstimmungssonntag nicht ohne Spannung erlebt. Die Stimmbeteiligung war nicht überragend; sie ist in den letzten zwei Jahren meist höher, nur ein bis zweimal etwas schlechter gewesen. Der Souverän hat drei von vier Vorlagen des Parlamentes mit gutem bis sehr gutem Stimmverhältnis angenommen. Die Bundes-sicherheitspolizei ist deutlich abgelehnt worden. Wenn man aber von den Westschweizer Kantonen und den beiden Basel absieht, liegen die Ja- und Neinstimmen in den meisten Kantonen nahe beieinander. Der Bürger hat sich offenbar in einem Wertungskonflikt befunden. Den Ausschlag haben schliesslich die föderalistischen Bedenken gegeben. Dass der Föderalismus lebendig ist, kann uns nur freuen. Hoffentlich wird nicht vergessen, dass der Föderalismus auf der andern Seite auch zu Eigenleistungen der Kantone verpflichtet.

78.019

Bundesfinanzreform 1978**Réforme des finances fédérales 1978***Fortsetzung – Suite*

Siehe Seite 1638 hiavor — Voir page 1638 ci-devant

*Differenzen – Divergences***Art. 9 Abs. 2 Bst. e und g***Antrag der Kommission**Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Letsch, Allgöwer, Biel, Fischer-Bern, Rüegg)

Festhalten

Art. 9 al. 2 let. e et g*Proposition de la commission**Majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Letsch, Allgöwer, Biel, Fischer-Berne, Rüegg)

Maintenir

Letsch, Sprecher der Minderheit: Darf ich einleitend feststellen, um jegliche Missverständnisse zu beseitigen, dass wir hier nicht um den verfassungsmässigen Höchstsatz der Mehrwertsteuer diskutieren. Dieser ist in Artikel 41ter verankert und mit 8 Prozent unbestritten geblieben. Hier, in Artikel 9 der Uebergangsbestimmungen, geht es darum, welcher Steuersatz am Anfang gelten und wer für die spä-

Bundesfinanzreform 1978

Réforme des finances fédérales 1978

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1978
Année	
Anno	
Band	VII
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	04
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	78.019
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	30.11.1978 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1638-1649
Page	
Pagina	
Ref. No	20 007 154

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.